



Monsieur le président de la République tunisienne,

Nous, leaders d'organisations syndicales de plusieurs pays, sommes solidaires avec l'Union générale tunisienne du travail et condamnons sans réserve les campagnes de dénigrement contre l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) ainsi que la répression et les attaques dont les responsables syndicaux font l'objet en Tunisie.

Notre solidarité, comme celle exprimée par Esther Lynch lors de sa visite en Tunisie, dans un contexte de régression des droits économiques et sociaux, de recule du dialogue social et d'érosion des droits et libertés pour les travailleuses et travailleurs tunisiens, est un devoir.

Notre solidarité, comme celle communiquée par la Confédération syndicale internationale, alors qu'une vague de répression sans précédent s'abat sur l'UGTT qui se voit empêchée d'agir, est une obligation. Alors que la situation économique et sociale en Tunisie se mue en crise aggravée par vos choix politiques exige l'implication de tous, vous avez fait le choix de suspendre le dialogue social et de ne pas respecter les accords signés par votre gouvernement.

Notre solidarité, comme celle transmise par des organisations syndicales à travers le monde, est en cohérence avec notre histoire et celle du mouvement syndical mondial, dont la solidarité est une valeur intrinsèque qui ne reconnaît fort heureusement pas les frontières. Nous étions solidaires de l'UGTT en 1952 après le lâche assassinat du leader syndical Farhat Hached puis tout au long du combat que l'organisation a mené pour l'indépendance de la

Tunisie. Nous l'étions aussi en 1978 lors des événements du jeudi noir et la répression qui s'en est suivie, puis en 1985 et en 2008 avec les révoltes du bassin minier et jusqu'à la révolution de 2011.

De même, l'UGTT dont l'histoire est riche de son internationalisme a toujours répondu présente lorsque sa solidarité était requise. L'UGTT était à nos côtés lors de conflits sociaux, dans les luttes contre les gouvernements ou mouvements d'extrême-droite et pour un nombre d'entre nous dans les combats pour la démocratie ou pour la libération des peuples.

Monsieur le président, vous ne disqualifierez pas notre solidarité avec les syndicalistes tunisiens en la désignant comme une ingérence dans les affaires tunisiennes. Le respect des droits humains, dont le droit de réunion pacifique, le droit à la liberté d'expression et le droit de faire grève pour ne citer que ceux-là, sont des droits universels garantis par les instruments internationaux.

Nous n'avons que trop souvent vu, lors de dérives autocratiques, des dirigeants se cacher derrière l'argument de la souveraineté pour isoler et museler les voix dissonantes brisant au passage les forces vives de leur pays. C'est parce que nous souhaitons les que les droits des travailleuses et travailleurs tunisiens soient garantis que nous ne fermerons les yeux sur aucune violation et que nous réaffirmons notre inconditionnelle solidarité de l'UGTT.

Monsieur le président, la révolution tunisienne est la seule dans la région à avoir accouché d'une démocratie en devenir. Vos dernières attaques contre les syndicalistes et les journalistes mettent à mal tous les acquis de la révolution et risquent d'enterrer toute lueur d'espoir, non seulement pour les Tunisiens, mais pour tous les peuples de la région qui aspirent à la démocratie, la justice et la liberté.

Monsieur le président, nul ne peut gouverner seul. Le dialogue, qui a valu au Quartet le prix Nobel de la paix en 2015 et à la Tunisie un processus démocratique pacifique, est la seule voie de sortie de la crise. L'UGTT est une organisation qui a beaucoup apporté à la Tunisie tout au long de son histoire moderne et c'est une chance pour le pays et pour ses citoyens. Vous ne pouvez pas rester sourd aux revendications et propositions légitimes des partenaires sociaux pour une sortie de la crise respectueuse des tunisiennes et des tunisiens.

**Shaher Saed**

Président de la Confédération arabe des syndicats  
Secrétaire général PGFTU - Palestine

**Laurent Berger**

Président de la Confédération européenne des Syndicats  
Secrétaire général de la CFDT – France

**Rafael Freire**

Secrétaire général de la Confédération syndicale des Amériques

**Antonio Lisboa**

Vice-président de la Confédération syndicale internationale

**Yasmin Fahimi**

Présidente DGB – Allemagne

**Hugo Godoy**

Secrétaire général de la CTA Autonoma – Argentine

**Thierry Bodson**  
Président FGTB – Belgique

**Thusang Butale**  
Secrétaire général BFTU- Botswana

**Francisco Maltès**  
Président CUT - Colombie

**Mamadou Soro**  
Secrétaire Général CSH – Côte d’Ivoire

**Pépé Álvarez**  
Secrétaire général UGT – Espagne

**Maurizio Landini**  
Secrétaire général CGIL – Italie

**Peggy Hessen Følsvik**  
Présidente LO – Norvège

**Beene Joy**  
Secrétaire général ZCTU - Zambie

**Anselme Amoussou**  
Secrétaire général CSA – Bénin

**Sergio Nobre**  
Président CUT – Brésil

**Kyeung-soo Yang**  
Président KCTU, Corée du Sud

**Unai Sordo**  
Secrétaire général CC.OO – Espagne

**Philippe Martinez**  
Secrétaire général CGT - France

**Joe Ajaero**  
Président NLC - Nigéria

**Magali Picard**  
Présidente FTQ – Québec